
Droit du travail

Aurélien Witzig

Docteur en droit, avocat, chargé d'enseignement

Table des matières

Avant-propos	1
Sommaire	3
Abréviations	7
Introduction	13
1) Le droit.....	13
2) Le travail.....	13
3) Le droit du travail.....	16
<i>Chapitre 1 : Histoire et géographie du droit du travail</i>	19
Section 1 : Rome : esclavage et louage.....	21
Section 2 : Europe médiévale et moderne : louage et corporations	23
Section 3 : La Révolution des Lumières : des contractants présumés libres et égaux	25
Section 4 : La Révolution industrielle : naissance du droit du travail	30
Section 5 : Développement du droit du travail	34
Section 6 : Les enjeux du droit du travail dans le monde et en Suisse au XXI ^e siècle.....	39
<i>Chapitre 2 : L'économie en droit du travail</i>	45
Section 1 : Le travail en Suisse.....	45
Section 2 : L'influence de l'économie sur le droit du travail	46
§ 1 : Le droit du travail chez les économistes	47
A. Aperçu des écoles de pensée	47
B. Situation actuelle	50
§ 2 : Le droit du travail dans les accords de libre-échange.....	50
Section 3 : Les fonctions distinctes de l'économie et du droit.....	51
<i>Chapitre 3 : Sociologie et psychologie du travail</i>	54
Section 1 : Les enjeux sociologiques du travail.....	54
Section 2 : Les enjeux psychologiques du travail	57
<i>Chapitre 4 : Philosophie du droit du travail</i>	59
Section 1 : Philosophie du travail.....	59
Section 2 : Le droit du travail pris dans ses antinomies	63
Première partie : Le système du droit du travail	69
Titre 1 : Le domaine du droit du travail	71
<i>Chapitre 1 : Droit du travail et autres domaines du droit</i>	71
Section 1 : Droit du travail et droit social.....	71
§ 1 : Le droit au travail	72
§ 2 : Le droit du chômage.....	73
§ 3 : Le droit des (autres) assurances sociales	74
§ 4 : Le droit de l'aide sociale	76
Section 2 : Droit du travail et droit civil	77
§ 1 : Règles communes	77
§ 2 : Autonomie du droit du travail ?	77
<i>Chapitre 2 : Contrat de travail et autres contrats</i>	79
Section 1 : Les critères du contrat de travail.....	80
§ 1 : Les critères constants	81
A. La prestation de travail	81

B. La rémunération	81
§ 2 : Les critères variables	82
A. L'exécution dans la durée	84
B. La dépendance économique	85
C. Le lien de subordination	86
1) Critères	86
2) Variations du degré de la subordination	89
a. Cadres dirigeants	89
b. Professions libérales	90
c. Autres formes spécifiques d'emploi	91
3) Pertinence temporelle du critère de la subordination	91
4) Pertinence du critère de la subordination en cas de groupe de sociétés	92
D. L'intégration dans l'entreprise d'autrui	92
Section 2 : Délimitations	94
§ 1 : Contrat de travail et contrat d'entreprise	94
§ 2 : Contrat de travail et contrat de mandat	94
§ 3 : Contrat de travail et contrat d'agence	95
§ 4 : Contrat de travail et contrat de société	95
§ 5 : Contrat de travail et contrats innommés	96
Section 3 : Les enjeux de la qualification	96
§ 1 : La sanction civile : la requalification judiciaire	96
§ 2 : Les sanctions administratives et pénales : le travail au noir et la concurrence déloyale	97
Titre 2 : Sources	99
<i>Chapitre 1 : Sources fédérales</i>	<i>100</i>
Section 1 : Sources constitutionnelles et assimilées	100
Section 2 : Sources légales	102
§ 1 : Champ d'application des lois spéciales en droit du travail	102
A. Employeurs assujettis à la loi sur le travail	103
B. Travailleurs protégés par la loi sur le travail	105
C. Pertinence des exclusions au champ d'application de la loi sur le travail	106
§ 2 : Conflits de normes légales en droit du travail	107
A. La prééminence du droit public sur le droit privé du travail	107
B. Les effets formateurs du droit public sur le droit privé du travail	108
Section 3 : Sources réglementaires	108
Section 4 : Sources professionnelles	109
§ 1 : Les conventions collectives et les contrats-types de travail	109
§ 2 : Les usages professionnels	109
Section 5 : Sources contractuelles	110
Section 6 : Sources jurisprudentielles	111
Section 7 : Sources doctrinales	111
<i>Chapitre 2 : Sources cantonales</i>	<i>112</i>
<i>Chapitre 3 : Sources internationales</i>	<i>113</i>
Section 1 : L'Organisation des Nations unies	114
Section 2 : L'Organisation Internationale du Travail	116
§ 1 : Philosophie, fonctionnement, normes	116
A. Philosophie	116
1) Constitution de l'OIT	116
2) Déclaration de Philadelphie	117
3) Déclaration sur les principes et les droits fondamentaux au travail	117
4) Déclaration sur la justice sociale pour une mondialisation équitable	118
B. Fonctionnement	118
C. Normes	119
§ 2 : La Suisse et l'OIT	120

A. Normes ratifiées par la Suisse.....	120
B. Stratégie de la Suisse à l'OIT	122
C. Plaintes déposées contre la Suisse.....	123
D. OIT et marchés publics.....	125
Section 3 : L'Organisation mondiale du commerce	125
Section 4 : L'Organisation de coopération et de développement économiques.....	126
Section 5 : Le Conseil de l'Europe	126
Section 6 : L'Union européenne	127
Section 7 : Autres accords internationaux	128
Titre 3 : Institutions.....	129
<i>Chapitre 1 : Le service public de l'emploi.....</i>	<i>129</i>
<i>Chapitre 2 : Les offices du travail.....</i>	<i>129</i>
<i>Chapitre 3 : Les juridictions du travail.....</i>	<i>130</i>
Section 1 : Les juridictions civiles	131
§ 1 : Les tribunaux de prud'hommes	131
§ 2 : Les autres tribunaux civils de première instance	131
§ 3 : Les tribunaux d'appel	132
§ 4 : Le Tribunal fédéral.....	132
Section 2 : Les juridictions administratives.....	132
Section 3 : Les juridictions pénales	133
Deuxième partie : Le rapport d'emploi	135
Titre 1 : La création du rapport d'emploi	137
<i>Chapitre 1 : Le recrutement.....</i>	<i>137</i>
Section 1 : La mise en relation des recruteurs et des candidats.....	138
Section 2 : La prise de renseignements sur le candidat et l'entretien d'embauche	139
Section 3 : Les discriminations à l'embauche	140
§ 1 : Discrimination à raison du sexe.....	140
§ 2 : Discrimination raciale	140
Section 4 : La responsabilité précontractuelle.....	142
Section 5 : Les obligations liées à l'embauche et la lutte contre le travail au noir	142
<i>Chapitre 2 : La conclusion du contrat de travail.....</i>	<i>144</i>
Section 1 : Parties.....	144
§ 1 : La détermination des parties	144
A. Catégories de personnes	145
B. Pluralité de parties.....	145
1) Pluralité de travailleurs : le contrat de travail « en cascade ».....	145
2) Pluralité d'employeurs : le contrat de travail au sein d'un groupe de sociétés.....	146
a. Groupe de sociétés et sociétés-écrans	147
b. Groupe de sociétés et employeur juridique.....	147
1° Un seul employeur.....	147
2° Plusieurs employeurs simultanés	149
3° Plusieurs employeurs successifs.....	149
§ 2 : La capacité des parties	150
A. Droit commun des contrats.....	150
1) Personnes physiques	150
2) Personnes morales	150
B. Âge minimum d'admission à l'emploi.....	151
1) Principe.....	151
2) Dérogations : cas où le travail peut être autorisé pour des jeunes âgés de moins de quinze ans	151

3) Limitations : secteurs et tâches interdits ou partiellement interdits aux mineurs	152
4) Conditions formelles de l'embauche d'un travailleur jeune	153
§ 3 : La représentation des parties	153
Section 2 : Accord des volontés	154
§ 1 : Échanges des consentements	154
§ 2 : Vices du consentement	154
A. Erreur	154
B. Dol	156
C. Crainte fondée	156
§ 3 : Forme du consentement	156
A. Absence de forme en droit commun du travail	156
B. Obligation d'information de l'employeur	157
C. Langue du contrat de travail	159
Section 3 : Objet	160
Section 4 : Nullité du contrat de travail	162
§ 1 : Les effets de la nullité	162
§ 2 : Le régime de la nullité résultant de la violation d'une disposition impérative de la loi	164
§ 3 : Cas particulier du contrat de travail ne parvenant jamais à l'existence en raison de la non-réalisation d'une condition suspensive	164
<i>Chapitre 3 : L'interprétation du contrat de travail</i>	<i>165</i>
Section 1 : Les règles d'interprétation	165
Section 2 : La simulation	167
<i>Chapitre 4 : Les contrats de travail spéciaux</i>	<i>168</i>
Section 1 : Spécificités relatives au lieu du travail	168
§ 1 : Le travail à domicile	168
A. Contexte	168
B. Champ d'application	169
C. Régime	170
§ 2 : Le télétravail	172
§ 3 : Le contrat de conciergerie	174
§ 4 : Le travail itinérant	175
A. Définition	175
B. Régime	176
1) Forme du contrat de voyageur de commerce	177
2) Mission du voyageur de commerce	177
3) Responsabilité et pouvoirs du voyageur de commerce	178
4) Rémunération du voyageur de commerce	178
a. Rémunération convenable	178
b. Droit à la provision	179
c. Salaire en cas d'empêchement de travailler	180
d. Frais et garanties	180
5) Résiliation du contrat de voyageur de commerce	180
Section 2 : Spécificités relatives au temps de travail	181
§ 1 : Le travail à temps partiel	181
A. Définition	181
B. Travail pour plusieurs employeurs	182
C. Régime	182
§ 2 : Le travail sur appel	183
Section 3 : Spécificités relatives à la personne du travailleur	185
§ 1 : L'apprenti et le stagiaire	185
A. Apprentissage	185
1) Les exigences issues de la réglementation de la formation professionnelle	185
2) Définition du contrat d'apprentissage	186

3) Formation du contrat d'apprentissage et temps d'essai.....	186
4) Obligations de l'employeur et de l'apprenti	186
5) Résiliation du contrat d'apprentissage.....	187
B. Stage	188
§ 2 : Le cadre dirigeant.....	188
A. Statut juridique du dirigeant	188
B. Régime.....	189
§ 3 : Le placé à l'essai	190
Section 4 : Spécificités relatives à la personne de l'employeur	192
§ 1 : La location de services	192
A. Admissibilité de la location de services	194
B. Régime de la location de services.....	195
1) L'offre d'emploi en régime de location de services.....	195
2) Le contrat de travail en régime de location de services.....	195
a. Forme du contrat.....	195
b. Relations entre le travailleur et le locataire de services.....	196
c. Résiliation du rapport d'emploi.....	197
d. Application du droit collectif.....	197
e. Application du droit commun du travail à titre supplétif	198
3) Le contrat de location de services.....	198
a. Forme et efficacité du contrat de location de services	199
b. Accords entre les parties au contrat de location de services.....	199
c. Obligations du bailleur de services	199
§ 2 : La fonction publique.....	200
§ 3 : Les entreprises de transport	202
A. Par voie terrestre.....	202
B. Par voie maritime	203
C. Par voie aérienne	204
<i>Chapitre 5 : Le rapport d'emploi présentant un caractère international</i>	<i>204</i>
Section 1 : Le droit applicable.....	205
§ 1 : Les droits applicables possibles	205
A. Système légal	205
B. Élection de droit.....	206
§ 2 : L'ordre public suisse	206
§ 3 : Prise en considération de dispositions impératives du droit étranger	208
Section 2 : L'autorisation de travail	208
§ 1 : Les sortes d'autorisation	209
A. Les étrangers hors UE et AELE	209
B. Les ressortissants d'États membres de l'Union européenne ou de l'Association européenne de libre-échange.....	211
§ 2 : Le régime de l'autorisation.....	212
Section 3 : Les travailleurs détachés.....	213
§ 1 : Notion	213
A. Principe	213
B. Le cas particulier des faux indépendants.....	213
C. Le cas particulier de la sous-traitance.....	214
§ 2 : Régime	214
A. Devoir d'annonce.....	214
B. Respect des conditions minimales de travail et de salaire.....	215
§ 3 : Sanctions.....	216
Titre 2 : La rupture du rapport d'emploi	219
<i>Chapitre 1 : Les modes de rupture du rapport d'emploi</i>	<i>219</i>
Section 1 : La rupture par un fait juridique	220
§ 1 : La mort du travailleur.....	220

§ 2 : L'atteinte de l'âge de la retraite	221
§ 3 : La mort de l'employeur personne physique	222
§ 4 : La dissolution de l'employeur personne morale	222
Section 2 : La rupture par un acte juridique.....	223
§ 1 : Distinction entre contrat à durée déterminée et contrat à durée indéterminée.....	223
A. Contours de la distinction	223
1) Définitions	223
a. Contrat à durée déterminée.....	223
b. Contrat à durée indéterminée	225
2) Contrats mixtes (contrat de durée minimale et contrat de durée maximale) et autres particularités.....	225
B. Requalification des contrats en chaîne	226
§ 2 : La fin ordinaire du contrat à durée déterminée	227
§ 3 : La fin ordinaire du contrat à durée indéterminée (avec respect d'un délai de préavis)	228
A. Exercice de la rupture.....	228
1) Compétence et consentement.....	228
2) Forme.....	229
3) Notification.....	230
4) Conditions préalables à la notification	231
a. Le licenciement individuel	231
b. Le licenciement collectif.....	231
1° Le régime du licenciement collectif	231
aa. Notion de licenciement collectif	232
bb. Champ d'application du licenciement collectif.....	233
cc. Obligations de l'employeur vis-à-vis des travailleurs	233
dd. Obligations de l'employeur vis-à-vis des offices cantonaux du travail.....	236
ee. Sanction des obligations de l'employeur en matière de licenciement collectif.....	236
2° Le plan social.....	237
aa. Définition du plan social	237
bb. Obligation de négocier un plan social	238
cc. Négociation du plan social.....	239
dd. Contenu du plan social	241
5) Retrait.....	242
B. Temps de la rupture	243
1) Délai.....	243
a. Parité du délai	244
b. Durée.....	246
1° Pendant le temps d'essai	247
aa. Détermination du temps d'essai.....	247
bb. Délai de congé pendant le temps d'essai.....	248
cc. Caractère abusif du congé donné pendant le temps d'essai.....	249
2° Après le temps d'essai	249
c. Terme.....	251
d. Sanction du non-respect du délai de congé applicable.....	251
e. Le déroulement du délai de congé	252
1° Principe	252
2° Dispense d'exécution du délai de congé	252
3° Solde de vacances durant le délai de congé	254
2) Moment.....	256
a. Cas de protection.....	257
1° En faveur du travailleur	257
aa. La maladie et l'accident non fautifs.....	257
bb. La grossesse et la maternité	258

cc. Le service obligatoire.....	258
dd. Le service d'aide à l'étranger.....	259
2° En faveur de l'employeur	259
b. Effets et sanctions de la protection	259
c. Calcul de la période de protection	260
1° Mécanisme de calcul.....	260
aa. Période pertinente pour la protection et période de protection	260
bb. Détermination de la période pertinente pour la protection	260
cc. Calcul du nombre de jours de la période pertinente	261
dd. Effet de la période de protection	261
ee. Cas particulier de l'empiètement de la période de protection sur plusieurs années de service.....	261
ff. Échéance du rapport de travail	262
2° Cumul des périodes liées à divers cas de protection	262
aa. Principe	262
bb. Empiètement de deux périodes de protection l'une sur l'autre	262
cc. Preuve de l'absence de lien entre deux cas de protection.....	263
C. Motif du congé.....	264
1) Circonstances et motivation du congé	264
a. Entretien préalable.....	264
b. Obligation de motiver le congé.....	265
c. Portée de la motivation du congé.....	265
2) Caractère abusif du congé	265
a. Cas d'abus	267
1° La contrariété à certains objectifs à visée constitutionnelle	267
aa. Congé donné pour une caractéristique inhérente à la personnalité	268
bb. Congé donné en raison de l'exercice d'un droit constitutionnel	272
cc. Accomplissement d'un service ou d'une obligation légale.....	275
2° La contrariété à des protections issues du droit collectif.....	275
aa. Appartenance ou activité syndicales.....	275
bb. Représentant élu des travailleurs	277
cc. Procédure de consultation en cas de licenciement collectif.....	278
3° Les motifs abusifs contraires à des garanties contractuelles.....	278
aa. Obstruction à la naissance de prétentions juridiques	279
bb. Congé-représailles	279
cc. Congé arbitraire ou de mauvaise foi	281
dd. Manquement de l'employeur à son devoir de protection de la personnalité	284
ee. Manquement de l'employeur à son devoir d'assistance	286
4° Le cas des lanceurs d'alerte	287
b. Identification concrète des cas d'abus	288
aa. Détermination du motif réel de résiliation.....	288
bb. Liberté d'appréciation du juge	289
cc. Risque de preuve	289
3) Sanctions de la résiliation abusive	291
a. En général.....	291
1° Indemnité pour résiliation abusive	291
aa. Principe	291
bb. Périmètre de l'indemnité.....	291
cc. Fixation de l'indemnité	292
dd. Nature de l'indemnité.....	294
2° Dommages-intérêts.....	295
b. En cas de licenciement à raison du sexe	296
4) Mise en œuvre de la protection contre le congé abusif.....	298

§ 4 : La fin extraordinaire du contrat à durée déterminée ou indéterminée (avec effet immédiat).....	299
A. Conditions.....	301
1) Notion de justes motifs de résiliation immédiate.....	302
a. Principes.....	302
1° Nature.....	302
2° Critère.....	302
3° Évaluation.....	303
4° Étendue du contrôle sur les actes du travailleur.....	304
5° Caractère impératif du régime légal.....	305
b. Casuistique.....	305
1° Commission d'une infraction pénale.....	306
2° Menaces et violence.....	306
3° Violation grave des obligations du travailleur.....	307
aa. Inexécution de la prestation de travail.....	307
bb. Non-respect grave du pouvoir de direction.....	308
cc. Violation grave du devoir de fidélité.....	309
dd. Violation des obligations de l'employeur.....	309
4° Le licenciement immédiat en cas de simples soupçons.....	309
c. Caractère des circonstances susceptibles d'être retenues comme justes motifs.....	310
d. Motivation du licenciement immédiat.....	311
2) Exercice de la résiliation immédiate.....	311
B. Effets de la résiliation immédiate.....	313
C. Sanctions de la résiliation immédiate injustifiée.....	313
1) Résiliation par l'employeur.....	313
a. Indemnité pour la privation de rémunération.....	314
b. Indemnité punitive et réparatrice.....	315
1° Principe.....	315
2° Nature.....	315
3° Détermination du montant.....	315
4° Coordination avec d'autres prétentions du travailleur.....	316
2) Résiliation par le travailleur.....	317
§ 5 : Résiliation d'un commun accord.....	317
A. Existence de la résiliation d'un commun accord.....	317
1) Principes.....	317
2) Casuistique.....	319
B. Licéité de la résiliation d'un commun accord.....	319
C. Sanction de l'inexistence ou de l'illicéité de la résiliation d'un commun accord.....	322
D. Résiliation d'un commun accord et transaction.....	323
<i>Chapitre 2 : Les effets de la rupture du rapport d'emploi.....</i>	<i>323</i>
Section 1 : Les effets pécuniaires.....	324
§ 1 : L'exigibilité des créances.....	324
§ 2 : Les indemnités de fin d'emploi.....	326
A. Les indemnités légales.....	326
B. Les indemnités contractuelles ou conventionnelles.....	328
Section 2 : Les obligations de faire ou de ne pas faire.....	329
§ 1 : La restitution.....	330
§ 2 : Le certificat de travail.....	331
A. Formes.....	332
1) Quant au moment.....	332
2) Quant au contenu.....	333
a. Certificat de travail complet.....	334
b. Certificat de travail simple.....	335
B. Caractères.....	335
C. Aspects formels.....	336

D. Sanctions.....	337
§ 3 : La clause de non-concurrence	339
A. Conditions de validité	341
1) Capacité et forme.....	341
2) Objet.....	341
a. La clientèle.....	342
b. Les secrets de fabrication ou d'affaires	342
1° Les éléments objectifs.....	343
aa. Le domaine : les questions techniques, organisationnelles ou financières.....	343
bb. La caractéristique : l'exclusivité.....	344
2° L'élément subjectif	345
3) Caractère : le risque de préjudice sensible	345
B. Conditions de mise en œuvre.....	345
1) Intérêt réel de l'employeur	346
2) Motif justifié de licenciement ou de démission.....	346
C. Limites	348
1) Quant au lieu.....	348
2) Quant à la durée.....	348
3) Quant au genre d'affaires.....	349
D. Sanctions.....	349
1) Nullité.....	349
2) Réduction.....	349
3) Ineffectivité.....	349
E. Régime de mise en œuvre	350
1) Respect par le travailleur.....	350
2) Non-respect par le travailleur	350
a. Réparation du dommage.....	350
b. Peine conventionnelle.....	350
c. Cessation du non-respect.....	351
§ 4 : La confidentialité.....	351
Titre 3 : Le transfert du rapport d'emploi.....	353
<i>Chapitre 1 : Le transfert contractuel du rapport d'emploi.....</i>	<i>353</i>
<i>Chapitre 2 : Le transfert d'entreprise.....</i>	<i>355</i>
Section 1 : Le transfert d'entreprise en droit commun	355
§ 1 : Définition du transfert d'entreprise.....	356
§ 2 : Information et consultation des travailleurs.....	357
§ 3 : Acceptation et refus du transfert.....	358
§ 4 : Le sort des conventions collectives	360
§ 5 : Solidarité entre l'ancien et le nouvel employeur.....	361
§ 6 : Le transfert d'entreprise durant un sursis concordataire.....	361
Section 2 : Les particularités du transfert d'entreprise dans le cadre d'une fusion, d'une scission d'entreprise ou d'un transfert de patrimoine.....	362
§ 1 : L'information et la consultation des travailleurs	362
§ 2 : Les garanties des travailleurs	363
§ 3 : La sanction du non-respect des droits des travailleurs.....	363
Troisième partie : Le rapport de travail	365
Titre 1 : Les obligations du travailleur	367
<i>Chapitre 1 : La mise à disposition de la force de travail</i>	<i>367</i>
Section 1 : Lieu et temps de la mise à disposition.....	367
§ 1 : Le lieu de travail.....	367
§ 2 : Le temps de travail.....	368

A. Les heures de travail	368
1) Heures de travail contractuelles et heures de travail au-delà des heures contractuelles	368
a. Détermination des heures de travail contractuelles	368
1° Principes	369
2° Horaire flexible	369
aa. Régime	369
bb. Excédent dans le cadre de l'horaire flexible et heures supplémentaires	370
cc. Incidence d'un horaire flexible en cas de résiliation du rapport d'emploi	370
3° Service de piquet	371
aa. Définition	371
bb. Limites	371
cc. Comptabilisation	372
dd. Rémunération	372
b. Distinction entre heures supplémentaires et travail supplémentaire	373
2) Régime des heures supplémentaires	374
a. Obligation d'effectuer des heures supplémentaires	374
1° Circonstances exigeant l'accomplissement d'heures supplémentaires	374
2° Mesure dans laquelle le travailleur doit effectuer des heures supplémentaires	375
b. Preuve des heures supplémentaires	375
c. Compensation des heures supplémentaires	376
3) Régime du travail supplémentaire	378
a. Durée maximale de la semaine de travail	378
b. Conditions et limites et dépassement de la durée maximale de la semaine de travail	379
c. Compensation du travail supplémentaire	379
d. Contrôle du respect des prescriptions sur le travail supplémentaire	380
1° Contenu de l'enregistrement du temps de travail	380
2° Méthodes d'enregistrement du temps de travail	380
3° Exemption d'enregistrement du temps de travail	380
4° Enregistrement simplifié du temps de travail	381
B. Les temps de repos	382
1) Les pauses	382
2) Le repos quotidien	382
a. Durée du repos quotidien	382
b. Moment du repos quotidien	382
1° Le travail du soir	382
2° Le travail de nuit	383
3° Le travail continu	384
3) Le repos hebdomadaire	385
a. Le dimanche	385
b. La demi-journée de repos hebdomadaire	386
4) Les jours fériés	386
a. Fête nationale	386
b. Jours fériés cantonaux	387
c. Fêtes religieuses	387
5) Les jours de congés usuels	387
C. Le congé sans solde	388
1) Congé-jeunesse	388
2) Congé sans solde contractuel	389
D. Les jeunes travailleurs	389
E. Les travailleurs ayant des responsabilités familiales	391

Section 2 : Caractères de la mise à disposition.....	392
§ 1 : Exécution personnelle.....	392
§ 2 : Exécution diligente.....	393
§ 3 : Exécution fidèle.....	393
A. Contenu du devoir de fidélité.....	394
1) Aspect positif.....	394
2) Aspect négatif.....	395
3) Particularités.....	395
B. Limites au devoir de fidélité.....	396
Section 3 : Le pouvoir de direction de l'employeur.....	397
§ 1 : Subordination et pouvoir de direction.....	397
A. Définition du pouvoir de direction.....	397
B. Effets du pouvoir de direction.....	398
C. Titulaire du pouvoir de direction.....	398
§ 2 : Formes du pouvoir de direction.....	398
A. Directives individuelles.....	398
B. Règlement intérieur.....	399
1) Droit commun.....	399
2) Le règlement d'entreprise.....	399
a. Adoption.....	399
b. Contenu.....	400
§ 3 : Contours et limites du pouvoir de direction.....	400
A. Respect du cadre contractuel du rapport de travail.....	401
B. Fonctionnalité des instructions.....	401
C. Respect de la personnalité du travailleur.....	402
D. Illicéité et contrariété aux mœurs des instructions.....	403
E. La mise en œuvre des limites au pouvoir de direction de l'employeur.....	403
1) Balance des intérêts respectifs de l'employeur et du travailleur.....	403
2) Sanction des instructions illicites.....	404
§ 4 : Le contrôle du travailleur par l'employeur.....	404
§ 5 : Sanctions du non-respect du pouvoir de direction.....	404
<i>Chapitre 2 : L'extension du devoir de fidélité au-delà du temps de travail.....</i>	<i>407</i>
<i>Chapitre 3 : La responsabilité du travailleur.....</i>	<i>408</i>
Section 1 : Les conditions de la responsabilité du travailleur.....	409
§ 1 : Circonstances susceptibles d'engager la responsabilité du travailleur.....	409
§ 2 : Étendue de la réparation.....	410
Section 2 : La mise en œuvre de la responsabilité du travailleur.....	411
§ 1 : Conditions de mise en œuvre de la responsabilité.....	411
§ 2 : Le régime des sûretés remises par le travailleur.....	412
Section 3 : Les infractions pénales du travailleur.....	412
Titre 2 : Les obligations de l'employeur.....	413
<i>Chapitre 1 : Le versement de la contrepartie patrimoniale du travail.....</i>	<i>413</i>
Section 1 : La rémunération.....	413
§ 1 : Les formes de rémunération.....	414
A. Les rémunérations à tendance contractuelle.....	415
1) Fondées sur le temps.....	416
a. Le salaire de base.....	416
b. Le salaire différé.....	416
2) Fondées sur la performance.....	418
a. Performance individuelle.....	418
1° Salaire aux pièces et salaire à la tâche.....	418
2° Provision / commission.....	420
aa. Définition.....	420
bb. Régime.....	421

cc. Provision et résiliation du rapport d'emploi.....	423
3° Rémunération sur objectifs.....	425
aa. Définition.....	426
bb. Régime.....	428
b. Performance collective.....	436
1° Participation aux résultats.....	436
aa. Définition.....	436
bb. Régime.....	437
2° Actionnariat salarié.....	441
aa. L'acquisition simple.....	441
bb. L'acquisition compliquée.....	442
cc. L'acquisition inscrite dans le cadre d'un plan d'intéressement.....	443
dd. Le salarié investisseur.....	446
B. Les rémunérations à tendance discrétionnaire.....	450
1) D'origine patronale.....	450
a. La qualification de gratification bénévole, gratification contractuelle et rémunération variable contractuelle.....	450
1° Interprétation des volontés.....	451
2° Contractualisation en vertu du principe de confiance.....	455
3° Qualification contractuelle en raison de l'absence de caractère accessoire.....	457
aa. Principe.....	457
bb. Champ d'application.....	457
cc. Régime.....	459
b. Régime de la gratification bénévole.....	460
c. Régime de la gratification contractuelle.....	460
1° Fixation du montant de la gratification contractuelle.....	460
2° Assujettissement de la gratification contractuelle à une condition.....	461
aa. Condition suspensive.....	461
bb. Condition résolutoire.....	465
2) D'origine tierce.....	469
a. Les pourboires.....	469
b. Les pots-de-vin.....	470
C. Les rémunérations interdites.....	472
D. Les autres formes d'avantages.....	474
§ 2 : Le montant de la rémunération.....	474
A. Le salaire minimum.....	474
1) Salaire minimum légal.....	474
a. a. Salaire minimum général.....	474
b. Salaire minimum sectoriel.....	475
1° Possibilité d'édicter un salaire minimum sectoriel par contrat-type impératif.....	475
2° Commission tripartite.....	475
3° Action judiciaire.....	476
2) Salaire minimum conventionnel.....	476
3) Assiette du salaire minimum.....	477
4) Les protections en l'absence de salaire minimum.....	478
a. La rescision du contrat pour lésion.....	478
b. La protection de la personnalité.....	479
c. Le passage d'une rémunération à la performance à une rémunération au temps.....	479
d. La rémunération convenable.....	479
e. L'infraction pénale d'usure.....	481
B. Le salaire maximum.....	481
§ 3 : Le maintien de la rémunération.....	482
A. Les empêchements non fautifs de travailler.....	482

1) Champ d'application	482
a. Cas de protection.....	482
1° Empêchements de travailler admis au titre de la protection.....	483
2° Caractère non fautif de l'empêchement.....	484
3° Exigence de durée relative au rapport de travail	485
b. Preuve de l'empêchement	486
2) Etendue du maintien de la rémunération	486
a. Régime de droit commun.....	486
1° Sans assurance obligatoire	486
2° Avec assurance obligatoire.....	487
b. Régime complémentaire	488
c. Régime dérogatoire	488
1° Condition d'équivalence	489
2° Condition de forme	489
3° Sanction du non-respect des conditions du régime dérogatoire.....	489
4° Sanction du non-respect de la mise en œuvre d'un régime dérogatoire convenu	490
B. Les vacances.....	490
1) Durée.....	490
2) Dates.....	491
3) Calcul du droit aux vacances	491
a. Détermination de la période de référence	491
b. Détermination du nombre de semaines de vacances dues	492
1° Prise des vacances durant la période de référence ou postérieurement à celle-ci	492
2° Calcul du nombre de semaines de vacances dues	493
4) Rémunération afférente	494
a. Calcul de la rémunération relative au droit aux vacances	494
b. Paiement de la rémunération relative au droit aux vacances	495
c. Suppression en cas de travail pour un tiers	497
d. Prescription du paiement du droit aux vacances.....	497
5) Preuve.....	497
C. Les autres congés.....	498
1) Congés usuels.....	498
2) Congé-maternité	498
3) Allaitement.....	498
§ 4 : La protection de la rémunération	499
A. Caractère partiellement inconditionnel	499
1) La libre disposition de la rémunération.....	499
a. Régime.....	500
b. Domaine.....	501
1° Plans d'intéressement et rémunération en nature	501
2° Indemnités conventionnelles de licenciement	503
3° Acomptes et avances	505
4° Prestations spéciales de l'employeur.....	505
2) La retenue sur rémunération.....	506
3) La compensation.....	507
B. Caractère partiellement incessible	507
C. Caractère partiellement insaisissable	507
D. Caractère privilégié.....	509
§ 5 : Le paiement de la rémunération.....	510
A. Les modalités du paiement.....	510
1) Lieu du paiement.....	510
2) Temps du paiement.....	511
3) Moment du paiement.....	511
a. Le principe.....	511

b. Le tempérament : l'acompte.....	513
c. Les exceptions.....	513
1° Les exceptions légales : la provision et la participation	513
aa. La provision	513
bb. La participation	514
2° L'exception administrative	516
4) Monnaie du paiement.....	517
a. Du point de vue international.....	518
1° Possibilité de conversion en monnaie suisse	518
2° Devise étrangère et règles protectrices du droit du travail.....	519
b. Du point de vue interne	520
5) Instrument de paiement.....	520
B. La preuve du paiement.....	520
1) Le bulletin de paie.....	520
2) Le certificat de salaire	521
C. L'erreur de paiement	521
§ 6 : Les prélèvements sur la rémunération.....	522
Section 2 : Les frais	523
§ 1 : Les frais effectifs.....	523
A. Contenu	523
B. Sanction.....	524
C. Échéance	525
§ 2 : Les frais forfaitaires.....	525
§ 3 : Autres prestations remboursées par l'employeur.....	526
Section 3 : Les droits de propriété intellectuelle.....	526
§ 1 : Biens matériels	527
§ 2 : Inventions et designs	527
A. Les inventions et designs de service	527
1) Définition	527
2) Régime.....	528
B. Les inventions et designs liés	529
1) Définition	529
2) Régime.....	529
C. Inventions et designs libres	529
§ 3 : Logiciels	529
§ 4 : Œuvres salariées.....	530
<i>Chapitre 2 : La protection du travailleur.....</i>	<i>531</i>
Section 1 : La protection de la santé et de l'intégrité du travailleur.....	531
§ 1 : La protection générale.....	531
A. Principes de protection.....	531
B. Mise en œuvre formelle de la protection	532
1) Information, consultation, collaboration et formation des travailleurs	532
2) Prévention.....	533
3) Inspections, contrôles et sanctions	533
C. Mise en œuvre matérielle de la protection.....	534
1) Lieux de travail.....	534
2) Équipements.....	535
3) Entreprises industrielles.....	537
4) Protection contre l'alcool et le tabac	537
§ 2 : Les protections renforcées.....	537
A. Les jeunes travailleurs.....	538
1) Protection de la santé et de la moralité des jeunes.....	538
2) Information des jeunes et de leurs parents.....	538
3) Travaux dangereux interdits aux jeunes	539
B. Les femmes enceintes, accouchées et allaitantes	539
Section 2 : La protection de la personnalité du travailleur	540

§ 1 : Domaine de la protection de la personnalité	541
A. Dignité du travailleur.....	542
B. Liberté du travailleur.....	545
C. Sphère privée du travailleur.....	545
1) Domaine de la protection de la sphère privée.....	545
2) Régime de la collecte de données.....	546
a. Principes.....	546
b. Accès du travailleur aux données détenues par l'employeur	547
c. Sanctions	547
1° Sanctions civiles.....	547
2° Sanctions pénales.....	547
3) Surveillance des travailleurs par l'employeur.....	549
a. Admissibilité des systèmes de surveillance	549
b. Information des travailleurs sur les systèmes de surveillance utilisés par l'employeur.....	550
c. Sanction procédurale.....	551
D. La protection contre les discriminations	551
1) Protection au niveau civil.....	551
a. Les discriminations interdites.....	552
1° Le sexe.....	552
aa. Domaine de la protection	552
bb. Discrimination salariale	553
cc. Moyens d'action	555
dd. Mise en œuvre des moyens d'action.....	556
2° La nationalité des ressortissants communautaires.....	557
3° Le travail à domicile.....	558
b. Les discriminations douteuses.....	559
1° L'activité syndicale ou de représentation du personnel	559
2° Le travail à temps partiel.....	560
3° L'âge.....	560
4° L'état de santé.....	561
5° Le handicap.....	562
6° La situation familiale.....	562
c. L'inégalité de traitement constitutive d'une violation de la personnalité.....	563
1° Mécanisme	563
2° Évolution du sens de la protection de la personnalité	564
2) Protection au niveau pénal	566
§ 2 : Mise en œuvre de la protection de la personnalité	568
<i>Chapitre 3 : Les autres obligations</i>	<i>569</i>
Section 1 : L'obligation d'information.....	570
Section 2 : L'obligation de formation.....	570
<i>Chapitre 4 : La responsabilité de l'employeur.....</i>	<i>571</i>
Section 1 : Les remèdes contre les défaillances de l'employeur.....	571
§ 1 : Prétention en paiement	572
§ 2 : Exception d'inexécution.....	572
§ 3 : Demeure de l'employeur.....	572
§ 4 : Démission.....	572
Section 2 : La responsabilité contractuelle et délictuelle de l'employeur.....	573
Section 3 : Les infractions pénales de l'employeur	574
Titre 3 : La modification du rapport de travail.....	575
<i>Chapitre 1 : Distinction entre éléments contractuels du rapport de travail et conditions d'exécution du travail</i>	<i>576</i>
Section 1 : Les éléments contractuels par nature	576

§ 1 : Les parties au contrat	577
§ 2 : La date de début du rapport de travail	577
§ 3 : Les fonctions du travailleur	577
A. Fonctions et tâches liées	577
1) Fonctions et tâches quotidiennes.....	577
2) Tâches constituant le prolongement logique des fonctions.....	578
B. Cas particuliers	578
1) Urgence.....	579
2) Travailleur malade, accidenté ou courant un risque pour sa santé.....	579
3) Les tâches confiées pendant le délai de congé	580
C. Fonctions, tâches et sanctions.....	580
1) Absence de tâches confiées.....	580
2) Rétrogradation	581
§ 4 : La rémunération	582
§ 5 : La durée du travail	583
A. Principe : intangibilité	583
B. Exception : les heures supplémentaires.....	583
Section 2 : Les conditions d'exécution du travail par nature.....	583
§ 1 : Les instructions	583
§ 2 : La gratification bénévole.....	584
§ 3 : Les objectifs déterminants pour la rémunération	584
§ 4 : Les horaires de travail	585
§ 5 : La date des vacances	585
§ 6 : Le lieu de travail.....	585
A. La mobilité liée à certaines fonctions	586
B. Le rayon d'activité	587
Section 3 : Les conditions de travail contractualisées	587
§ 1 : Les sources conférant un caractère contractuel	588
A. Le contrat	588
B. L'engagement unilatéral	588
§ 2 : Les autres phénomènes de contractualisation	589
A. L'usage.....	589
B. La protection de la confiance légitime.....	589
<i>Chapitre 2 : Régime de modification des éléments contractuels du travail</i>	<i>590</i>
Section 1 : Modification par accord mutuel.....	591
§ 1 : Date d'effet du contrat modificatif.....	591
A. Interdiction d'un accord avec effet rétroactif	592
B. Absence de protection par un délai minimal.....	593
§ 2 : Moment du contrat modificatif.....	594
A. Les cas d'accord nécessaire du travailleur	595
B. La prohibition des engagements excessifs	595
C. La prohibition des clauses insolites	596
D. La nullité de la condition	597
E. L'interdiction de l'abus de droit.....	597
F. Le risque d'entreprise devant peser sur l'employeur	599
§ 3 : Forme du contrat modificatif	600
A. Absence d'exigence de forme	600
B. Preuve de l'acceptation	601
1) Le principe : l'absence de présomption d'acceptation.....	602
2) L'exception n° 1 : la présomption d'acceptation automatique en cas de silence à l'égard d'une offre favorable.....	602
3) L'exception n° 2 : la présomption d'acceptation en cas de silence à l'égard d'une offre défavorable lorsque le consentement revêt certains caractères particuliers.....	603
a. Le tempérament à l'exception n° 2 : la bonne foi imposant au travailleur de réagir dans certaines circonstances face à une offre	

défavorable	605
b. Tempéraments au tempérament à l'exception n° 2	606
1° Une présomption simple	606
2° La preuve d'une offre réelle	607
4) Principes généraux applicables en toute hypothèse	607
Section 2 : Modification sans l'accord du travailleur	610
§ 1 : Définition, modes et formes du congé-modification	610
§ 2 : Validité du congé-modification	611
A. Licéité de principe du congé-modification	611
B. Contrôle de la motivation du congé-modification	612
C. Contrôle du contenu du congé-modification	614
1) Respect de la loi, des conventions collectives et contrats-types applicables	614
2) Caractère approprié et proportionné de la modification	614
3) Caractère juste de la modification	614
D. Contrôle de la mise en œuvre du congé-modification	615
1) Délais à respecter	615
a. Délai de réflexion	615
b. Délai de préavis	616
2) Procédure à respecter	616
<i>Chapitre 3 : Régime de modification des conditions d'exécution du travail</i>	617
Section 1 : Mise en œuvre de la modification des conditions d'exécution du travail	617
Section 2 : Modification de bonne foi des conditions d'exécution du travail	618
Section 3 : Cas particulier de la modification du lieu de travail non contractuel	619
Quatrième partie : Les relations collectives de travail	623
Titre 1 : La participation collective	625
<i>Chapitre 1 : Les formes de participation collective</i>	625
<i>Chapitre 2 : Les domaines de la participation collective</i>	626
<i>Chapitre 3 : Les procédures de la participation collective</i>	628
Titre 2 : La représentation collective	629
<i>Chapitre 1 : Les représentants du personnel</i>	629
Section 1 : Désignation	629
§ 1 : Droit à une représentation collective	629
§ 2 : Élection de la représentation collective	630
Section 2 : Fonctions	630
Section 3 : Exercice de la représentation	630
§ 1 : Protection des représentants du personnel	630
§ 2 : Caractères de l'exercice de la représentation	631
A. Bonne foi	631
B. Devoir de discrétion	632
<i>Chapitre 2 : Les syndicats</i>	632
Section 1 : Liberté syndicale	632
§ 1 : Contenu de la liberté syndicale	632
§ 2 : Adhésion, contribution et soumission forcées	633
A. Adhésion et contribution forcées	633
B. Soumission forcée	634
Section 2 : Structure	635
Section 3 : Prérogatives	636
§ 1 : Négociation	636
A. Contenu de la négociation	636

B. Droit à la négociation.....	636
§ 2 : Action.....	638
Titre 3 : Les accords collectifs.....	641
<i>Chapitre 1 : Les conventions collectives de travail.....</i>	<i>641</i>
Section 1 : Champ d'application.....	642
§ 1 : Les personnes assujetties	642
A. L'application volontaire	642
1) Pour l'employeur.....	642
a. La signature.....	643
b. L'adhésion.....	643
c. La soumission.....	643
d. La contractualisation	644
e. L'engagement unilatéral.....	645
2) Pour le travailleur	645
a. L'adhésion.....	645
b. La soumission.....	645
c. La stipulation pour autrui.....	645
d. La contractualisation	646
B. L'application légale ou administrative	646
1) Application en vertu de la loi	646
a. Transfert d'entreprise.....	647
b. Location de services.....	647
c. Détachement de travailleurs	647
2) Application en vertu d'un acte administratif	648
a. La procédure d'extension administrative.....	649
b. Les conditions de l'extension administrative	650
c. Le champ d'application de la convention collective étendue	652
§ 2 : Les conflits entre conventions collectives	654
A. Principe d'unité du rapport de travail.....	654
B. Principe d'unité du droit collectif dans l'entreprise.....	654
C. Conflit entre conventions collectives étendues et conventions collectives non étendues.....	655
Section 2 : Contenu	655
§ 1 : Sortes de clauses.....	656
A. Clauses normatives.....	656
B. Clauses semi-normatives	656
C. Clauses obligationnelles	656
§ 2 : Interprétation des clauses.....	657
A. Interprétation des clauses normatives et semi-normatives.....	657
B. Interprétation des clauses obligationnelles.....	658
Section 3 : Effets.....	658
§ 1 : Entre les parties au contrat de travail.....	658
A. Effet direct et impératif.....	658
B. Respect du droit impératif.....	659
C. Intervention du juge.....	659
D. Principe de faveur	660
E. Effets de la convention collective étendue	661
§ 2 : Entre les parties à la convention collective.....	662
A. Respect de la convention collective.....	662
1) Application.....	662
2) Exécution commune.....	663
a. En général	663
b. Pour les conventions collectives étendues	664
B. Respect de la paix du travail.....	664
Section 4 : Modification et fin	665

§ 1 : Modalités de modification et de fin	665
A. Principes généraux.....	665
B. Départ de l'employeur de l'association patronale signataire	665
C. Résiliation avant terme pour justes motifs	667
D. Convention collective reprise par transfert d'entreprise	668
§ 2 : Conséquences de la fin d'une convention collective	668
A. Principes généraux.....	668
B. Effet posthume.....	668
Chapitre 2 : <i>Les contrats-types</i>	669
Section 1 : Procédure d'adoption	670
Section 2 : Effets.....	671
Chapitre 3 : <i>Les contrats-types impératifs</i>	671
Titre 4 : Les conflits collectifs.....	673
Chapitre 1 : <i>La manifestation des conflits collectifs</i>	673
Section 1 : La grève.....	673
§ 1 : Définition.....	673
§ 2 : Régime	674
A. Conditions de licéité de la grève	674
B. Conséquences juridiques de la grève licite	676
C. Conséquences juridiques de la grève illicite.....	677
Section 2 : La grève patronale.....	677
Chapitre 2 : <i>La résolution des conflits collectifs</i>	677
Section 1 : La conciliation	677
Section 2 : L'arbitrage.....	678
Section 3 : La juridiction.....	679
Cinquième partie : Les conflits individuels autour du travail	681
Titre 1 : Le règlement judiciaire des conflits individuels	683
Chapitre 1 : <i>La procédure civile</i>	683
Section 1 : Parties au litige	683
§ 1 : Les parties au contrat de travail	683
A. La détermination des parties	683
B. L'immunité de juridiction	685
C. Le cas particulier des institutions religieuses.....	687
§ 2 : Les associations professionnelles	687
Section 2 : Compétence.....	688
§ 1 : Compétence à raison du lieu.....	688
A. Nationalement.....	688
1) Les actions relevant du droit du travail	688
a. Qualification juridique claire.....	688
b. Qualification juridique douteuse : les faits « doublement pertinents »	689
2) Les fors des actions relevant du droit du travail.....	692
a. Fors principaux	692
b. Fors particuliers	693
B. Internationalement.....	693
1) Convention de Lugano	694
2) Loi sur le droit international privé.....	694
§ 2 : Compétence à raison de la matière.....	695
§ 3 : Compétence à raison de la valeur.....	697
Section 3 : Procédure.....	697
§ 1 : Sortes de procédures	697
§ 2 : Le déroulement de la procédure.....	698

§ 3 : L'administration des preuves.....	699
A. Droit à la preuve.....	699
1) Principes généraux.....	699
2) Demande de documents aux mains de l'employeur.....	699
a. Dans le cadre procédural.....	699
b. Dans le cadre du droit d'accès aux données.....	700
B. Maxime inquisitoire sociale.....	701
C. Appréciation des preuves.....	701
1) Témoignages de travailleurs.....	701
2) Témoignages de clients.....	702
3) Incapacité de travail et certificats médicaux.....	702
4) Faits notoires.....	702
5) Procédure pénale concomitante.....	702
6) Moyens de preuve acquis illicitement.....	703
§ 4 : Frais judiciaires.....	703
Section 4 : La prescription en droit du travail.....	704
§ 1 : Principes généraux.....	704
A. Durée.....	704
B. Mise en œuvre.....	705
§ 2 : Critiques du régime actuel.....	705
<i>Chapitre 2 : La procédure administrative.....</i>	<i>706</i>
Titre 2 : Le règlement extrajudiciaire des conflits individuels.....	709
<i>Chapitre 1 : L'arbitrage en droit du travail.....</i>	<i>709</i>
Section 1 : Admissibilité.....	709
§ 1 : Sur le fond.....	709
§ 2 : Sur la forme.....	710
Section 2 : Procédure.....	711
§ 1 : Arbitrage interne.....	711
§ 2 : Arbitrage international.....	711
<i>Chapitre 2 : La transaction en droit du travail.....</i>	<i>712</i>
Section 1 : Validité.....	712
Section 2 : Effets.....	714
<i>Chapitre 3 : La médiation en droit du travail.....</i>	<i>715</i>
Table des matières.....	717